

RAPPORT 2016 SUR LES DROITS DE L'HOMME – SÉNÉGAL

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Sénégal est une république dominée par un exécutif fort. En 2012, Macky Sall a été élu à la présidence pour succéder à Abdoulaye Wade pour un mandat de sept ans. En 2012, la coalition de M. Sall a remporté la majorité des sièges à l'Assemblée nationale. Les observateurs locaux et internationaux ont considéré que les élections avaient été pour l'essentiel libres et équitables.

Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, continué d'exercer un contrôle efficace des forces de sécurité.

La dureté des conditions d'incarcération, la longue durée des détentions provisoires et la discrimination et la violence à l'égard des femmes, y compris les viols et la mutilation génitale féminine/l'excision (MGF/E) ont été les principaux problèmes relatifs aux droits de l'homme.

Parmi les autres grands problèmes relatifs aux droits de l'homme figuraient les mauvais traitements infligés par les forces de sécurité, notamment des tortures, des arrestations arbitraires, des détentions provisoires contestables et le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire. La corruption, en particulier au sein du système judiciaire, de la police et du pouvoir exécutif, a posé problème, ainsi que la maltraitance des enfants, le mariage précoce ou forcé, l'infanticide et la traite de personnes. La violence et la discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) se sont poursuivies, tout comme la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH-sida. Le travail forcé, en particulier parmi les enfants, a constitué un problème.

Les pouvoirs publics ont pris des mesures pour enquêter sur les exactions commises par des agents de l'État et traduire en justice et punir les responsables, qu'ils appartiennent aux forces de sécurité ou à d'autres secteurs de l'administration gouvernementale, mais l'impunité est demeurée un problème.

En Casamance, région du sud du pays située entre la Gambie et la Guinée-Bissau, un cessez-le-feu tacite entre les forces de sécurité et les séparatistes armés s'est poursuivi pour une quatrième année. Des hommes armés associés à diverses factions du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) ont cependant continué de dévaliser et de harceler les populations locales. Si l'on a noté des accrochages occasionnels et accidentels entre les forces de sécurité et des

unités du MFDC, aucune partie n'a mené d'offensive. Les efforts de médiation se sont poursuivis en vue de parvenir à une solution négociée du conflit, qui a commencé en 1982.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Au moins un cas d'exécution arbitraire ou extrajudiciaire commise par les pouvoirs publics ou leurs agents a été signalé.

Le 17 mars, Paul Prince Johnson, un détenu étranger, est mort à la prison de Diourbel. Amnesty International, la Ligue sénégalaise des droits humains et la Société internationale des droits de l'homme ont fait part d'allégations selon lesquelles le décès de M. Johnson aurait été dû à des traitements inhumains et cruels infligés par des gardiens de prison. Bien qu'ils aient demandé l'ouverture d'une enquête indépendante sur ces faits, aucune enquête n'avait été menée en fin d'année et l'autopsie effectuée par le gouvernement a conclu que M. Johnson était décédé de causes naturelles.

Le 24 juin, un tribunal de Dakar a condamné le policier Mouhamed Boughaleb à 20 ans de travaux forcés pour le meurtre par arme à feu en 2014 d'un étudiant manifestant, Bassirou Faye.

En juillet, une cour d'assises de la ville de Mbacké a condamné quatre policiers – Thiendella Ndiaye, Waly Almamy Touré, Mame Kor Ngong et Ousmane Ndao – pour violences et voies de faits, à la suite de la mort en 2013 d'Ibrahama Samb, un chauffeur de bus décédé en garde à vue alors qu'il était conduit à un poste de police dans le coffre arrière verrouillé d'une voiture. La cour d'assises a également ordonné au gouvernement de verser à la famille de la victime des dommages et intérêts d'un montant de 20 millions de francs CFA (34 000 dollars des États-Unis). À la fin de l'année, rien n'indiquait que cette somme ait été versée.

b. Disparitions

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou

dégradants

Bien que la constitution et la loi interdisent ces pratiques, il a été fait état de cas où des agents de l'État y auraient eu recours.

Des organisations de défense des droits de l'homme ont relevé des exemples de maltraitance physique commise par les forces de sécurité, notamment des traitements cruels et dégradants dans les prisons et les centres de détention. Elles ont en particulier critiqué les méthodes de fouille au corps et d'interrogatoire. La police aurait forcé des détenus à dormir à même le sol, auraient braqué des lumières aveuglantes sur eux, les auraient frappés à coups de matraque et les auraient gardés dans des cellules très peu aérées. Le gouvernement a déclaré que ces pratiques n'étaient pas généralisées et qu'il menait généralement des enquêtes officielles sur les affaires de maltraitance. Toutefois, ces enquêtes étaient souvent prolongées de manière non justifiée et donnaient rarement lieu à des accusations ou des inculpations.

Le 29 juillet, la Cour d'appel de la Chambre criminelle de Dakar a acquitté Cheikh Diop et Cheikh Sidaty Mané, qui avaient été condamnés en 2015 à 20 ans de prison après avoir été jugés coupables de la mort en 2012 du policier Fodé Ndiaye, tué lors d'affrontements entre la police et des partisans de l'opposition qui participaient à un rassemblement pacifique pour protester contre la tentative du président Wade de se présenter à un troisième mandat. D'après Amnesty International, Diop et Sidaty ont été condamnés bien qu'ils aient déclaré que la police les avait torturés pour leur arracher des aveux. S'adressant à la presse après leur libération, les deux hommes ont de nouveau affirmé avoir été torturés. Amnesty a demandé aux autorités d'enquêter, mais, en fin d'année, aucune enquête n'avait été ouverte.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons et les centres de détention étaient dures et parfois délétères, du fait du manque de nourriture, de la surpopulation, de l'insalubrité et de l'insuffisance des soins médicaux.

Conditions matérielles : La surpopulation était un problème général. Par exemple, la maison d'arrêt de Rebeuss, la principale prison de Dakar, accueillait deux fois plus de prisonniers qu'elle n'était censée en compter. Les femmes incarcérées bénéficiaient généralement de meilleures conditions que les hommes. Les personnes en détention provisoire n'étaient pas toujours séparées des prisonniers

condamnés. Les mineurs de sexe masculin étaient souvent incarcérés en compagnie d'hommes adultes ou autorisés à passer du temps avec eux pendant la journée. Les jeunes filles étaient détenues avec les femmes. Les nourrissons et nouveau-nés étaient souvent gardés en prison avec leur mère jusqu'à l'âge d'un an, sans cellules spéciales ni soins médicaux ou rations alimentaires supplémentaires.

Outre la surpopulation, une organisation non gouvernementale (ONG), l'Organisation nationale des droits de l'homme, a déclaré que l'insalubrité constituait un problème majeur. L'alimentation de piètre qualité et en quantité insuffisante, l'accès limité aux soins médicaux, la chaleur étouffante, la mauvaise évacuation des eaux et les infestations d'insectes ont également posé problème dans tout le système pénitentiaire.

Le 28 mars, quatre mineurs détenus à la prison de Rebeuss ont entamé une grève de la faim pour protester contre la longue durée des détentions provisoires et les mauvaises conditions d'incarcération. Le gouvernement a en conséquence augmenté le budget alloué à l'alimentation et aux soins, qui est passé à 680 francs CFA (1,15 dollar des États-Unis) par détenu et par jour dans toutes les prisons. Malgré cette hausse, les conditions carcérales sont demeurées insatisfaisantes. Fin août, plusieurs prisonniers de Kaolack ont fait la grève de la faim pour protester contre leurs conditions d'incarcération. En septembre, des centaines de prisonniers de Rebeuss ont fait une grève de la faim de deux semaines contre la longueur des détentions provisoires et les mauvaises conditions carcérales. Cette grève de la faim a abouti le 20 septembre à une émeute au cours de laquelle au moins un prisonnier a été tué. Le 21 septembre, en solidarité avec leurs homologues de Rebeuss, des prisonniers de Thiès ont fait une grève de la faim d'une journée. À la suite de ces événements, les autorités ont annoncé qu'elles feraient construire des installations pénitentiaires supplémentaires et engageraient plus de personnel.

Selon les statistiques de l'État de 2014, dernière année pour laquelle on dispose de chiffres, 50 prisonniers sont morts dans les prisons et les centres de détention en 2014.

Administration pénitentiaire : Les autorités n'ont pas toujours enquêté de façon crédible sur les accusations de mauvais traitements. En 2014, cependant, les plaintes émises par des prisonniers pour mauvais traitements ont été à l'origine d'au moins deux inspections du Mécanisme national de prévention, qui a par la suite critiqué les conditions d'incarcération et les longues détentions provisoires. À la suite de ces inspections, deux responsables de l'administration pénitentiaire ont été inculpés. L'affaire se poursuivait à la fin de l'année.

L'administration pénitentiaire tenait un certain nombre de dossiers sur les prisonniers et les détenus, mais les registres informatisés étaient inexacts en raison du manque de formation du personnel et des coupures d'électricité dans de nombreux établissements publics. Les autorités n'ont pas recouru à des peines de substitution pour les délinquants non violents. Il existait des médiateurs chargés de donner suite aux plaintes, mais les prisonniers ne savaient pas comment les contacter ou comment porter plainte. Les prisonniers disposaient en général d'un accès raisonnable aux visiteurs et avaient aussi accès, dans une certaine mesure, à des avocats. Ils pouvaient pratiquer leur religion. Contrairement aux années précédentes, les autorités ont permis aux prisonniers et aux détenus de porter plainte auprès des autorités judiciaires sans être censurés et de demander une enquête sur des allégations crédibles de conditions inhumaines, mais rien n'indiquait que des agents de l'État aient mené la moindre enquête.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé des groupes locaux de défense des droits de l'homme, qui agissaient tous de manière indépendante, ainsi que des observateurs internationaux à effectuer des visites en prison. L'Observatoire national des lieux de privation de liberté a eu accès sans restriction aucune à tous les lieux de détention et prisons civiles, mais pas aux installations militaires ni à celles des services de renseignement. L'Observatoire publie un rapport annuel, mais celui de 2015 n'était pas encore paru à la fin de l'année.

Des membres du Comité international de la Croix-Rouge ont visité des prisons à Dakar et en Casamance.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police et la gendarmerie sont chargées de l'application des lois et du maintien de l'ordre public. L'armée partage cette responsabilité dans des cas exceptionnels, par exemple lors d'un état d'urgence. La police nationale relève du ministère de l'Intérieur et remplit ses fonctions dans les grandes villes. La gendarmerie relève du ministère des Forces armées et le fait principalement dans les zones rurales.

Bien que les autorités civiles aient en général maintenu un contrôle efficace de la

police, de la gendarmerie et de l'armée, le gouvernement ne disposait pas de mécanismes efficaces pour sanctionner les exactions et la corruption. La Division des investigations criminelles (DIC) est chargée d'enquêter sur les exactions de la police, mais n'a pas su remédier à l'impunité et à la corruption.

Une loi sur l'amnistie protège le personnel de police et de sécurité impliqué dans des « crimes politiques » commis entre 1983 et 2004, à l'exception des meurtres exécutés « de sang-froid ».

Le tribunal régional de Dakar comprend un tribunal militaire qui a compétence pour juger les infractions commises par le personnel militaire. Il est composé d'un juge civil, d'un procureur civil et de deux assistants militaires qui conseillent le juge, l'un d'eux devant être au même grade que l'accusé. Le tribunal ne peut juger les civils que s'ils ont été associés à des militaires qui ont enfreint les lois militaires. Il accorde les mêmes droits qu'un tribunal pénal civil.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Bien que la loi exige que les juges émettent un mandat d'arrêt avant que la police procède à une arrestation, la police a souvent incarcéré des personnes en l'absence de mandat. La loi confère à la police de larges pouvoirs pour garder les prisonniers en détention prolongée avant de procéder à une inculpation formelle. La DIC peut détenir des individus jusqu'à 24 heures avant de les relâcher ou de les inculper. Les autorités n'ont pas informé rapidement de nombreux détenus des chefs d'accusation qui pesaient sur eux. Si un procureur l'autorise, les policiers, notamment les responsables de la DIC, peuvent doubler la durée de la période de détention, de 24 à 48 heures, sans aucun chef d'accusation. Les enquêteurs peuvent demander à un procureur de doubler cette période en la faisant passer à 96 heures. Dans les cas où la sécurité de l'État serait menacée, la période de détention peut être portée à 192 heures. Cette période ne commence formellement que lorsque les autorités déclarent officiellement qu'un individu se trouve en détention, pratique qu'Amnesty International a critiquée car elle entraînait des périodes de détention d'une longueur excessive. La libération sous caution était rare et les autorités n'autorisaient généralement pas les familles à rendre visite à un détenu. Sauf pendant les 48 premières heures, l'accusé a droit à un avocat, et en cas d'infraction grave, un avocat est commis d'office à tous les accusés au pénal qui ne peuvent pas s'acquitter des frais d'avocat après leur première période de détention. Dans les affaires de délits mineurs, les accusés indigents n'ont pas toujours bénéficié des services d'un avocat. De nombreuses ONG ont fourni une assistance ou des conseils juridiques aux personnes inculpées au pénal.

Arrestations arbitraires : Le 28 avril, quatre membres de la coalition Non aux APE, dont leur dirigeant, Guy Marius Sagna, ont été arrêtés alors qu'ils manifestaient contre la signature d'un accord de partenariat économique entre l'Union européenne et 16 États d'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Le Sénégal est membre de ces deux dernières organisations. Le 3 juin, la veille de l'ouverture à Dakar du sommet annuel des chefs d'État et de gouvernement des pays de la CEDEAO, les autorités ont arrêté huit membres de la coalition, dont Sagna, qui ont été remis en liberté sans inculpation le 6 juin. Le 22 septembre, les autorités ont de nouveau arrêté Sagna lors d'une autre manifestation de Non aux APE qui coïncidait avec une visite à Dakar du Premier ministre français, Manuel Valls. Sagna a été libéré le 24 septembre. Dans les trois cas, les autorités ont autorisé la tenue de manifestations, mais ont arrêté Sagna et d'autres personnes au motif qu'ils n'obéissaient pas aux ordres donnés par la police de quitter certaines zones et qu'ils résistaient à leur arrestation.

Détention provisoire : Selon une étude de 2014 financée par l'UE, plus de 60 % de la population carcérale était constituée de personnes en détention provisoire. La loi précise qu'en cas d'infraction mineure, un prévenu ne peut rester plus de six mois en détention provisoire ; néanmoins, les autorités ont couramment gardé des personnes en détention jusqu'à ce qu'un tribunal ordonne leur libération. Le nombre d'affaires en attente et l'absentéisme des juges ont entraîné un délai de deux ans en moyenne entre l'inculpation et le début du procès. Dans les affaires de présomption de meurtre, de menaces pour la sécurité de l'État et de détournement de fonds publics, aucune limite n'était imposée à la durée de la détention provisoire. Dans de nombreux cas, les prisonniers en détention provisoire restaient plus longtemps en prison que la durée de leur peine ultérieure.

Possibilité de contester la légalité de leur détention par les détenus devant un tribunal : La loi autorise les détenus à contester le fondement juridique ou le caractère arbitraire de leur détention et à obtenir une libération rapide et des indemnités s'il est établi qu'ils ont été illégalement détenus, mais, faute de conseils juridiques adéquats, cela s'est rarement produit.

e. Déni de procès public et équitable

La constitution et la loi prévoient un système judiciaire indépendant, mais celui-ci était assujéti aux ingérences du gouvernement et à la corruption. Les magistrats ont fait part d'un nombre beaucoup trop élevé de dossiers à traiter, d'un manque de

locaux et de matériel de bureau et de moyens de transport inadéquats et ont ouvertement exprimé des doutes sur la volonté de l'État de respecter l'indépendance du judiciaire. Selon le rapport *Freedom in the World 2016* (Liberté dans le monde 2016), « l'insuffisance de leur salaire et le manque de sécurité d'emploi exposent les juges à des influences externes et empêchent les tribunaux d'exercer un contrôle adéquat des autres branches du gouvernement. Le président contrôle les nominations au Conseil constitutionnel ». Les pouvoirs publics n'ont pas toujours respecté les ordonnances des tribunaux.

Procédures applicables au déroulement des procès

La loi prévoit la présomption d'innocence pour les accusés, qui ne peuvent être forcés à témoigner contre eux-mêmes ou à avouer leur culpabilité. Tous les accusés ont le droit à un procès public, d'être présents au tribunal durant leur procès, de confronter et de présenter des témoins, de fournir des éléments de preuves et de bénéficier des conseils d'un avocat (commis d'office si nécessaire) en cas d'infraction grave. Ils ont le droit d'être informés sans délai et de manière détaillée des chefs d'accusation qui pèsent contre eux et de bénéficier des services gratuits d'un interprète le cas échéant, dès l'inculpation et jusqu'à la fin de tous les recours intentés. Ils ont le droit de bénéficier d'un délai suffisant et d'installations adéquates pour préparer leur défense. Néanmoins, le nombre de dossiers en souffrance, le manque de conseils juridiques, l'inefficacité et la corruption du système judiciaire, ainsi que la longue durée des détentions provisoires ont compromis ces droits.

Les audiences d'examen des preuves peuvent être fermées au public et à la presse. Même si un prévenu et son avocat peuvent présenter des éléments de preuve devant un juge d'instruction qui décidera si l'affaire fera ou non l'objet d'un procès, la police ou les procureurs peuvent limiter leur accès aux preuves à charge avant le procès. Au civil et au pénal, les tribunaux ordinaires sont présidés par un collège de juges.

Le droit d'interjeter appel existe dans tous les tribunaux, à l'exception de la Haute Cour de Justice. Ces droits s'appliquent à tous les citoyens.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun cas de prisonniers ou de détenus politiques n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les citoyens peuvent demander cessation et réparation des violations des droits de l'homme devant les tribunaux administratifs et judiciaires ordinaires. Ils sont également autorisés à former des recours administratifs en portant plainte auprès du médiateur, qui constitue une autorité indépendante. La corruption et le manque d'indépendance du personnel ont rendu le traitement judiciaire et administratif de ces affaires difficile. Les procureurs ont parfois refusé de traduire en justice des responsables de la sécurité, et les contrevenants sont souvent restés impunis. En ce qui concerne les droits de l'homme, les individus et organisations peuvent faire appel auprès de la Cour de justice de la CEDEAO, qui siège à Abuja, au Nigeria.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La constitution et la loi interdisent de tels actes et aucun cas de non-respect de ces interdictions par les pouvoirs publics n'a été signalé.

g. Abus commis lors de conflits internes

En Casamance, le cessez-le-feu tacite est en vigueur depuis 2012 et le président Sall a continué d'essayer de résoudre le conflit entre les séparatistes et les forces de sécurité gouvernementales, qui dure depuis 34 ans. Les pouvoirs publics et diverses factions du mouvement séparatiste MFDC ont accepté les efforts de médiation de parties neutres, dont des organisations chrétiennes et islamiques. Les progrès réalisés ont été marginaux.

Exécutions : Ni les forces gouvernementales ni les rebelles du MFDC n'ont mené d'offensive en Casamance durant l'année, mais il y a eu de brefs accrochages accidentels au cours desquels un nombre indéterminé de rebelles du MFDC ont été blessés ou tués.

Enlèvements : Selon des sources locales, à au moins deux reprises, des personnes soupçonnées d'être des rebelles du MFDC ont pris des otages. Ces deux incidents ont été liés à des actes de banditisme.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La liberté d'expression et la liberté de la presse sont garanties par la constitution et

la loi, mais les autorités les ont quelquefois limitées.

Liberté de parole et liberté d'expression : Il existe des lois sur le blasphème, la sécurité et la diffamation criminelle et elles ont parfois été appliquées.

En octobre, la police a arrêté un Français pour menaces de mort, diffamation et blasphème. À la suite de son arrestation, le prévenu aurait admis à la police avoir qualifié l'islam de « religion terroriste », le Coran de « livre de mensonges » et le Prophète Mohamed de « guide des terroristes ». En novembre, il a été condamné par un tribunal à six mois de prison pour plusieurs chefs d'inculpation, dont injures à caractère religieux, abus de confiance criminel et accès frauduleux à des données électroniques personnelles.

En juin, un tribunal de Kolda a condamné le prédicateur islamique Ibrahima Sèye, arrêté en octobre 2015, à un an de prison pour apologie du terrorisme, incitation à la désobéissance civile et intolérance religieuse. Jugeant cette peine insuffisante, le 11 octobre, le procureur a fait appel auprès de la Cour d'appel de Dakar, qui a condamné Sèye à 30 mois de prison. Il était encore en prison à la fin de l'année.

Liberté de la presse et des médias : Des journalistes indépendants ont régulièrement critiqué le gouvernement sans faire l'objet de représailles. Il y avait des publications indépendantes et privées et des médias affiliés au gouvernement à Dakar, mais leur distribution dans les zones rurales était irrégulière.

La radio était le moyen de communication de masse et la source d'informations les plus importants en raison du taux élevé d'analphabétisme. Il existait environ 200 stations de radios commerciales privées, publiques et communautaires. Bien qu'une loi administrative en régleme les fréquences, les opérateurs des radios communautaires se sont plaints du manque de transparence dans l'assignation de celles-ci.

Bien que le gouvernement ait continué d'influencer l'information et les opinions diffusées à la télévision locale par l'intermédiaire de Radiodiffusion Télévision Sénégal (RTS), cinq chaînes de télévision privées ont fonctionné de manière indépendante. La loi accorde à l'État un intérêt majoritaire dans la RTS, et le président contrôle directement ou indirectement la désignation de tous les membres composant son équipe de direction.

Censure et restrictions sur le contenu : Les journalistes se sont parfois autocensurés, en particulier dans les médias contrôlés par le gouvernement.

Le 26 février, la police a saisi des fichiers dans les locaux de *Walf Fadjiri*, un média indépendant. Il y avait dans ceux-ci une conversation entre un journaliste et un militant de l'opposition sur le référendum constitutionnel du 20 mars (voir section 3), au cours de laquelle le journaliste a insinué que le président se servait du référendum comme d'une première étape pour légaliser l'homosexualité. Le 29 février, la police a interrogé le journaliste sur l'émission pendant 10 heures.

Le 20 mars, jour du référendum, les autorités ont tenté de fermer *Walf Fadjiri* au motif que celui-ci aurait enfreint le code électoral en annonçant les résultats avant la fermeture des bureaux de vote. Du fait de la présence d'une foule devant les locaux de la station de radio, les autorités n'ont pas pu la fermer et elle a continué à diffuser sans interruption.

Lois contre la diffamation écrite/verbale : La loi pénalise la diffamation. À la différence des années précédentes, les autorités n'ont pas invoqué ces lois pour interdire ou réprimer des reportages ou commentaires critiques.

Liberté d'accès à internet

L'État n'a pas limité ou perturbé l'accès à internet ou censuré le contenu en ligne, et aucune source crédible n'a indiqué qu'il surveillait les communications privées en ligne sans autorisation judiciaire appropriée. Selon l'Union internationale des Télécommunications, environ 58 % de la population sénégalaise avait accès à internet.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

La constitution et la loi garantissent la liberté de réunion, mais ce droit a parfois été limité par l'État. Certains groupes se sont plaints que le gouvernement tardait sans raison à répondre aux demandes d'autorisation de manifestations publiques. D'autres groupes se sont vu refuser une telle autorisation.

En février, par exemple, le gouvernement a refusé à des groupes de la société civile l'autorisation d'organiser un rassemblement à Dakar en faveur du « non » au référendum constitutionnel de mars.

Les autorités ont dispersé par la force des manifestants. En janvier, par exemple, elles ont eu recours à du gaz lacrymogène pour disperser une manifestation contre l'homosexualité organisée par une coalition de 17 associations ; les autorités avaient auparavant refusé d'accorder à cette coalition l'autorisation de manifester. La police a placé en détention 11 manifestants qui avaient bravé l'interdiction et les a ensuite libérés sans inculpation.

Le 14 octobre, une coalition de partis de l'opposition, le Front pour la défense du Sénégal, a organisé à Dakar une manifestation qui a réuni plus de 15 000 personnes. Le préfet de Dakar avait auparavant accordé à la coalition la permission de défiler, mais avait modifié le trajet de la manifestation, ce qui a donné lieu à un affrontement quand la police a interdit aux manifestants de suivre le trajet initialement prévu. La police a dispersé la foule au moyen de gaz lacrymogène. Quelques manifestants ont été placés en détention et libérés par la suite, le 16 octobre. Des manifestants, parmi lesquels l'ancien Premier ministre Abdoul Mbaye, ont également été blessés.

En janvier, des membres du principal parti de l'opposition, le Parti démocratique sénégalais – Toussaint Manga, Bocar Niang, Gallo Tall, Aminata Sakho, Djibril Sarr, Daouda Dièye, Pape Fall et Serigne Ndamé Dieng – ont été libérés sous caution. En février 2015, ces huit personnes avaient été placées en détention provisoire en attendant d'être jugées pour participation à un rassemblement public non autorisé.

Liberté d'association

La constitution et la loi prévoient la liberté d'association et, en général, le gouvernement a respecté ce droit.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du Département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La constitution et la loi autorisent la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et le gouvernement a généralement respecté ces droits.

Il a coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires afin d'apporter protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux personnes apatrides.

Déplacements à l'intérieur du pays : Les actes de banditisme du MFDC et les risques posés par les mines terrestres ont limité la liberté de circulation dans une partie de la Casamance.

Voyages à l'étranger : La loi exige que certains fonctionnaires obtiennent l'autorisation du gouvernement pour quitter le pays. Cependant, seules les forces armées et les autorités judiciaires ont veillé à l'application de cette loi.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP)

Durant les 34 années de conflit en Casamance, des dizaines de milliers de personnes ont quitté les villages de la région à cause des combats, des évacuations forcées et des mines terrestres. Le gouvernement a estimé que 10 000 PDIP se trouvaient encore en Casamance. Certaines organisations internationales d'aide humanitaire ont estimé leur nombre à 24 000. Pendant l'année, des PDIP ont continué de rentrer dans leur village.

Protection des réfugiés

Droit d'asile : La loi prévoit la possibilité d'octroyer le droit d'asile ou le statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime de protection des réfugiés. Comme le président doit approuver chaque cas, des retards d'un à deux ans dans l'octroi du statut de réfugié ont continué de poser problème. Les autorités ont en général accordé l'asile ou le statut de réfugié et ont fourni aux réfugiés de la nourriture et une assistance autre qu'alimentaire en coordination avec le HCR et des ONG.

Le gouvernement n'a pas garanti à tous les demandeurs d'asile une procédure régulière et des conditions de sécurité, dans la mesure où les recours soumis par ceux qui s'étaient vu refuser le droit d'asile étaient examinés par le comité qui

avait déjà étudié leur dossier. Les demandeurs d'asile déboutés peuvent être arrêtés pour séjour illégal dans le pays. Parmi les personnes arrêtées, certaines sont restées jusqu'à trois mois en « détention administrative » avant d'être expulsées.

Solutions durables : Depuis 1989, le pays a accordé une protection temporaire aux réfugiés mauritaniens, qui étaient éparpillés dans une vaste zone de la vallée du fleuve Sénégal, le long de la frontière avec la Mauritanie, et pouvaient se déplacer librement dans le pays. Selon le HCR, environ la moitié des quelque 13 000 réfugiés mauritaniens encore dans le pays ont fait part de leur volonté de résider définitivement au Sénégal. Le HCR et les gouvernements sénégalais et mauritanien travaillaient ensemble à la recherche de solutions durables pour cette population.

Le gouvernement a continué à autoriser le rapatriement généralement non encadré et essentiellement informel des réfugiés de Casamance qui revenaient de Gambie et de Guinée-Bissau.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement au cours d'élections périodiques libres et équitables, tenues au scrutin secret et fondées sur le suffrage universel et égal.

Élections et participation à la vie politique

Élections récentes : En mars 2012, Macky Sall a été élu à la présidence pour succéder à Abdoulaye Wade pour un mandat de sept ans. En juillet 2012, la coalition de M. Sall a remporté la majorité des sièges à l'Assemblée nationale. L'élection a été déclarée généralement libre et équitable par les ONG locales et les observateurs de l'Union Européenne, de l'Union africaine et de la CEDEAO.

Le 20 mars, les électeurs ont approuvé lors d'un référendum 15 projets d'amendement de la constitution, dont le plus important a réduit de sept à cinq ans la durée des futurs mandats présidentiels. Les autres clauses ont entériné la limite de deux mandats présidentiels consécutifs, augmenté le nombre de membres du Conseil constitutionnel, permis à la diaspora sénégalaise d'être représentée à l'Assemblée nationale et donné un statut officiel au chef de l'opposition. Le président Sall était favorable au référendum.

Participation des femmes et des minorités : Aucune loi ne limite la participation

des femmes et des membres de minorités au processus politique, et les femmes et minorités y ont participé. En 2010, le gouvernement a adopté une loi sur la parité des sexes stipulant que les listes de candidats des partis politiques devaient comprendre un nombre égal de femmes et d'hommes pour les postes d'élus à tous les niveaux, des conseils municipaux à l'Assemblée nationale. Si le nombre de femmes élues a augmenté, la loi n'a pas permis pour autant de renforcer considérablement leur pouvoir politique car elle ne s'applique pas aux fonctions de direction ou à d'autres organes décisionnaires importants tels que le Conseil des ministres et le système judiciaire. Dans certaines régions, dont la ville sainte de Touba, la loi sur la parité des sexes n'a pas été mise en œuvre du tout.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi sanctionne au pénal les actes de corruption des agents de l'État, mais n'a pas été véritablement appliquée par le gouvernement. Des agents de l'État se sont fréquemment livrés en toute impunité à la corruption. Des cas de corruption au sein du gouvernement ont été signalés au cours de l'année.

Corruption : En mai, l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC) a publié son premier rapport annuel, qui a conclu que les pots-de-vin, le détournement de fonds, l'abus de pouvoir et la fraude demeuraient courants au sein des institutions gouvernementales, en particulier aux ministères de la Santé et de l'Éducation, dans les services postaux et l'Administration des transports.

L'OFNAC a expliqué la corruption par l'accès insuffisant du public à l'information, les déficiences des systèmes de surveillance interne et l'inadéquation des dispositifs de contrôle. Le rapport a montré du doigt, parmi les agents de l'État les plus corrompus, deux des alliés du président. Deux mois après la parution du rapport, le président a démis de ses fonctions la présidente de l'OFNAC, Nafy Ngom Keita, qui a affirmé que son renvoi était motivé par des raisons politiques. Les autorités ont répondu que le contrat de trois ans de Mme Keita était arrivé à expiration.

Le 24 juin, le président a officiellement autorisé la remise en liberté anticipée de Karim Wade, ancien ministre du gouvernement et fils de l'ancien président Wade, qui avait été condamné à six ans de prison pour enrichissement illicite en 2015. M. Sall a également libéré deux des associés de M. Wade, Alioune Samba Diassé et Ibrahim Aboukhalil. Le gouvernement n'a pas débloqué les avoirs gelés ou saisis de M. Wade.

En fin d'année, la Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI) n'avait

pas encore statué sur le cas d'Abdoulaye Baldé, maire de Ziguinchor et ancien ministre. La Cour avait gelé les avoirs de M. Baldé en 2015 dans l'attente d'une enquête sur des faits de corruption.

Divulgarion de situation financière : En janvier 2014, l'Assemblée nationale a voté une loi qui stipulait que le président, les ministres, le président de l'Assemblée nationale, le directeur de la gestion financière de l'Assemblée nationale et les administrateurs de fonds publics effectuant des opérations portant sur un montant supérieur ou égal à un milliard de francs CFA (1,7 million de dollars des États-Unis) devaient déclarer leur patrimoine à la Commission nationale de lutte contre la corruption. Le non-respect de la loi peut entraîner une peine s'élevant au quart du salaire mensuel d'un individu jusqu'à la présentation des formulaires requis. Le président peut congédier ceux qui refusent d'obtempérer. Les déclarations faites au titre de la loi sont confidentielles, à l'exception de celle du président, et la publication non autorisée des déclarations de patrimoine constitue une infraction pénale. En mai, l'OFNAC a publié son rapport annuel pour 2014-2015, qui a révélé que seules 52 % des personnes devant déclarer leur patrimoine (292 sur 565) l'avaient fait avant la date limite de juin 2015. Le président, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale et tous les membres du Conseil des ministres avaient respecté la loi ; le chef des forces armées ne l'avait pas fait.

Accès public à l'information : La constitution et la loi accordent aux citoyens le droit d'accéder aux informations gouvernementales, mais les autorités n'ont pas toujours suivi les mêmes pratiques pour déterminer les motifs de non-divulgarion, les dates limites de réponse aux demandes de renseignements ou les frais de procédure. Elles ne disposaient pas de mécanisme d'appel permettant de réexaminer les refus de divulgation, ni d'activités d'information du public ou de formation des agents de la fonction publique au sujet de la publication d'informations détenues par le gouvernement.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme

Un large éventail de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de la personne a, dans l'ensemble, fonctionné sans subir de restrictions de la part du gouvernement, mené des enquêtes sur des affaires de violation de ces droits et publié des conclusions. Les agents de l'État ont fait preuve d'un certain esprit de coopération, mais ont rarement pris des mesures pour répondre à leurs préoccupations.

Nations Unies et autres organismes internationaux : Le 30 mai, les Chambres africaines extraordinaires (CAE) ont condamné l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré à la prison à perpétuité pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, torture et esclavage sexuel. Ces Chambres sont un tribunal hybride établi par le gouvernement en collaboration avec l'Union africaine, au sein du système judiciaire du pays, pour juger Habré ainsi que les autres « principaux responsables » des crimes de guerre internationaux commis au Tchad sous le régime de Habré. Le 10 juin, les avocats de l'ancien président ont fait appel. À la fin de l'année, aucune date n'avait encore été fixée pour la procédure d'appel et le gel des avoirs de Habré n'avait pas été levé. Le 29 juillet, les CAE ont ordonné à Habré de verser à chacune de ses victimes des indemnités comprises entre 10 millions de francs CFA (17 000 dollars) et 20 millions de francs CFA (34 000 dollars), selon la gravité des exactions subies. Trois juges – deux Sénégalais et un Burkinabé, le juge président – ont siégé pour ce procès, qui a débuté en juin 2015 et a été ouvert au public et largement suivi par la presse locale et internationale.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le Comité sénégalais des droits de l'homme, organe gouvernemental, comprenait des représentants du gouvernement, des groupes de la société civile et des organisations indépendantes de défense des droits de l'homme. Il était habilité à enquêter sur les violations, mais manquait de crédibilité, disposait de financements limités, ne menait pas d'enquêtes et son dernier rapport datait de 2001.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Condition féminine

Viol et violences conjugales : La loi interdit le viol, qui est punissable de cinq à dix années d'emprisonnement. Cependant, le gouvernement a rarement appliqué la loi, et les viols étaient fréquents. La loi ne traite pas du viol conjugal. Elle autorise la pratique courante qui consiste à invoquer les antécédents sexuels d'une femme pour défendre un homme accusé de viol.

La loi criminalise les agressions et prévoit des peines d'une à cinq années de prison et d'une amende. La violence conjugale entraînant des blessures durables est punissable d'une peine de 10 à 20 ans de prison. La loi prescrit l'emprisonnement à vie pour les actes de violence conjugale ayant entraîné la mort. Néanmoins, le gouvernement n'a pas appliqué la loi, en particulier lorsque la violence avait lieu au sein de la famille. La police n'est généralement pas intervenue dans les disputes

conjugales et la plupart des victimes ne souhaitaient pas sortir du cercle familial pour obtenir réparation. Plusieurs associations de femmes et le Comité de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (CLVF) ont signalé une recrudescence de la violence à l'encontre des femmes.

Des ONG, dont le CLVF, ont critiqué le fait que certains juges n'appliquaient pas les lois contre la violence conjugale, citant des affaires dans lesquelles des juges avaient argué d'une insuffisance de preuves pour infliger des peines moins sévères. Elles ont aussi dénoncé le fait que le gouvernement n'avait pas autorisé les associations à porter des affaires devant les tribunaux au nom des victimes, ainsi que le manque de lois sur la protection des victimes de viol.

Bien qu'aucune statistique sur la violence conjugale ne soit disponible, une étude des Nations Unies publiée en 2015 et fondée sur des données recueillies par les services nationaux pertinents entre 2008 et 2010 dans huit régions faisait état de 507 cas à Dakar, 263 à Thiès, 279 à Kaolack, 227 à Diourbel, 201 à Louga, 176 à Saint-Louis, 110 à Fatick et 67 à Kaffrine. On pense cependant que le nombre de cas de violence conjugale était en réalité beaucoup plus élevé que le nombre de cas déclarés.

Le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance était chargé du respect des droits des femmes. Le ministère de la Justice était chargé de la lutte contre la violence conjugale. À Dakar, le Centre Ginddi administré par le gouvernement accueillait des femmes et des filles victimes de viol ou de mariage précoce ou forcé, ainsi que des enfants des rues.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi prévoit des peines pénales en cas de MGF/E infligées à des femmes et des filles, mais aucun cas n'a fait l'objet de poursuites judiciaires pendant l'année. Selon des données recueillies en 2014 par une institution gouvernementale étrangère, 17 % des filles de moins de 15 ans avaient subi des MGF/E, mais la pratique continuait de reculer. Si les MGF/E n'ont pas été souvent infligées aux femmes adultes, presque toutes les filles de la région de Fouta, dans le nord du pays, et de 60 à 70 % de celles du sud et du sud-est en ont été victimes. L'infibulation avec scellement, l'une des formes extrêmes et des plus dangereuses de MGF/E, a quelquefois été pratiquée par les groupes ethniques Toucouleur, Mandinka, Soninké, Peul et Bambara. Selon une ONG, la Société allemande pour la coopération internationale, l'excision de type II était la forme de MGF/E la plus pratiquée.

Au niveau local, l'ONG Tostan a mis en place un programme d'autonomisation

communautaire contre les MGF/E dans 176 collectivités de 10 régions.

Harcèlement sexuel : La loi punit le harcèlement sexuel d'une peine de prison allant de cinq mois à trois ans et d'amendes allant de 50 000 à 500 000 francs CFA (de 85 à 850 dollars). Le problème était cependant généralisé. Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi avec efficacité et des groupes de défense des droits des femmes ont indiqué que les victimes de harcèlement sexuel considéraient qu'il était difficile, voire impossible, de présenter des preuves suffisantes pour obtenir la condamnation des coupables.

Droits génésiques : La loi dispose que tous les couples et les individus ont le droit de décider du nombre de leurs enfants, de l'espacement et du moment de leur naissance, d'être responsables de leur santé génésique et de disposer des moyens de le faire sans discrimination, coercition ou violence. Elle prévoit également le droit à des services médicaux pour toutes les femmes pendant leur grossesse et à un accouchement sans risques. La loi considère le droit à la santé génésique comme un « droit fondamental et universel garanti à tout être humain sans discrimination ».

La piètre qualité des établissements médicaux a cependant nui au respect de ces droits, en particulier dans les zones rurales et dans certaines zones urbaines, où le manque de fonds a entraîné la fermeture de maternités et de salles d'opération. Les normes culturelles ont parfois empêché les femmes d'avoir des informations sur la santé sexuelle. Du personnel qualifié a assisté à environ 59 % des naissances et fourni au moins certains soins prénatals dans 96 % des cas, d'après des données de 2014 d'une organisation gouvernementale étrangère ; le taux de mortalité maternelle était de 315 décès pour 100 000 naissances vivantes, d'après des données de 2015 de l'Organisation mondiale de la santé. Selon le ministère de la Santé et de l'Action sociale, lorsque du personnel de santé qualifié et des services d'urgence obstétriques étaient disponibles lors des accouchements, il était possible d'éviter la plupart des décès maternels. Les pressions sociales et culturelles en faveur des familles nombreuses auraient poussé certains époux à demander à des agents de santé d'arrêter de donner des contraceptifs à leur épouse, ce qui aurait incité les femmes à utiliser des contraceptifs en toute discrétion. Le ministère a collaboré avec un gouvernement étranger pour faire passer le taux de prévalence des contraceptifs de 18 % en 2012 à 21 % en 2015, l'objectif étant d'atteindre 45 % d'ici à 2020.

Discrimination : La loi accorde le même statut et les mêmes droits juridiques aux femmes et aux hommes. Cependant, la discrimination envers les femmes était très

répandue, en particulier dans les zones rurales dans lesquelles les coutumes traditionnelles, telles que la polygynie et la discrimination en matière d'héritage, étaient les plus fortes. La loi exige que les femmes donnent leur accord avant de conclure une union polygyne, mais, une fois qu'elles se trouvaient dans ce type d'union, il n'était pas nécessaire de les informer ou qu'elles donnent leur accord préalable si l'homme prenait une autre femme. Environ 50 % des mariages étaient polygynes.

La définition des droits paternels dans le code de la famille demeurait également un obstacle à l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce code considère que les chefs de famille sont les hommes et empêche ainsi les femmes d'être les responsables légales de leurs enfants. De plus, les allocations familiales sont versées au père. Une femme ne peut légalement devenir le chef de sa famille que si l'époux renonce formellement à ses pouvoirs devant les autorités ou s'il est incapable de diriger son foyer.

Bien que les femmes bénéficient au regard de la loi du même accès aux terres que les hommes, il leur a été difficile d'acquérir des biens dans les zones rurales du fait des pratiques traditionnelles. Beaucoup de femmes n'avaient accès aux terres que par l'intermédiaire de leur mari et la sécurité de leurs droits dépendait du maintien de leur relation avec celui-ci. De plus, l'allocation de la plupart des terres était décidée par les conseils ruraux, au sein desquels les femmes étaient souvent sous-représentées.

Les femmes ont aussi été victimes de discrimination au travail (voir section 7.d). Les femmes et les filles ont également fait l'objet de discrimination dans le domaine de l'éducation car celles qui deviennent enceintes ou se marient jeunes ont souvent été incitées à quitter l'école.

La Direction de l'équité et de l'égalité de genre du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance est chargée de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la discrimination.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité s'acquiert par la naissance ou par la naturalisation. Seul le père peut transmettre automatiquement la nationalité à ses enfants légitimes ; la mère ne peut le faire que si son époux est apatride. Les enfants légitimes nés de femmes sénégalaises mariées à des étrangers ont la possibilité d'acquérir la nationalité entre l'âge de 18 et 25 ans. Les enfants

illégitimes acquièrent généralement la nationalité de la mère. Déclarer une naissance n'est pas obligatoire au regard de la loi. Bien qu'il faille un acte de naissance pour inscrire un enfant à l'école et obtenir d'autres documents officiels, les enfants ont généralement été autorisés à aller à l'école primaire sans acte de naissance. D'après le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), seules 55 % de toutes les naissances ont été enregistrées. L'enregistrement des naissances exigeait de payer une petite somme et de se rendre dans un centre d'enregistrement, ce qui était difficile pour de nombreux habitants des zones rurales. Un programme lancé par l'ONG suisse Aide et Action a permis aux chefs de villages de certaines régions d'enregistrer les naissances par texto.

Si les enfants ont généralement pu aller à l'école primaire sans acte de naissance, il leur en fallait un pour passer les examens nationaux. Le 3 juin, lors d'une conférence de presse, la directrice du centre de l'état civil du ministère de la Gouvernance locale, à Dakar, a déclaré que 180 000 élèves du primaire des régions de Kolda, Tambacounda, Ziguinchor et Diourbel n'avaient pas été enregistrés à leur naissance et ne pouvaient pas obtenir l'acte de naissance nécessaire pour se présenter aux examens nationaux. Les autorités ont tenu des audiences judiciaires à grande échelle dans ces régions pour délivrer des actes de naissance et les 180 000 élèves ont tous obtenu un acte de naissance dans les semaines qui ont suivi.

Éducation : La loi dispose que l'école est gratuite et obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 16 ans. De nombreux enfants n'ont cependant pas pu aller à l'école faute de moyens ou d'établissements disponibles. Les élèves ont souvent dû acheter leurs propres manuels, uniformes et autres fournitures scolaires.

Les difficultés étaient plus grandes pour les filles qui souhaitaient poursuivre leur scolarité après le primaire. Lorsque les parents n'avaient pas les moyens de payer les frais de scolarité de tous leurs enfants, ils avaient tendance à en retirer leurs filles plutôt que leurs fils et les taux d'abandon scolaire étaient plus élevés parmi les filles. Le harcèlement sexuel infligé par le personnel des établissements scolaires et les grossesses précoces ont aussi contribué au départ des filles. De nombreux parents décidaient de garder à la maison leurs filles en âge d'aller au collège ou au lycée pour qu'elles travaillent ou de les marier, plutôt que de les envoyer dans un établissement scolaire où des enseignants prédateurs risquaient de ruiner leur réputation et leurs futures chances de mariage. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 28 % des garçons étaient inscrits dans le secondaire contre 22 % des filles.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance d'enfants était répandue, en particulier chez les « talibés », des élèves que leurs parents envoyaient étudier dans les écoles coraniques ou « daaras ». Dans certaines daaras, les maîtres coraniques exploitaient les enfants, les maltrahaitaient physiquement et les contraignaient de mendier dans les rues. En 2014, une étude de la répartition géographique des daaras a estimé à 54 800 le nombre de talibés dans la seule région de Dakar. Sur ce nombre, on estime que 30 000 étaient contraints de mendier jusqu'à cinq heures par jour. Une étude similaire menée pendant l'année à Saint-Louis a mis en évidence 14 000 talibés, dont plus de 9 000 étaient contraints de mendier, d'après Human Rights Watch. La plupart des talibés semblaient avoir entre 5 et 10 ans, mais certains auraient eu à peine deux ans. D'après Human Rights Watch, qui a publié le 28 juillet le rapport intitulé *Sénégal : Nouvelles mesures pour protéger les talibés et les enfants de la rue*, au moins cinq talibés ont été tués par leurs maîtres pendant le premier semestre de l'année. De nombreux talibés ont été enchaînés, régulièrement battus ou contraints de vivre dans des conditions déplorables. D'autres sont tombés malades par manque d'hygiène, de nutrition et de soins médicaux. Les tribunaux n'ont jugé qu'un petit nombre d'affaires dans lesquelles il y avait eu mort d'enfant ou violences extrêmement graves.

En avril, la police a arrêté un maître coranique qui avait falsifié un certificat de décès en mars pour enterrer illégalement un talibé dans le cimetière de Thiaroye à Dakar. Le père du talibé avait fait part aux autorités de ses soupçons sur les circonstances de la mort de son fils et le procureur a ordonné l'exhumation et l'autopsie du corps. Les autorités ont arrêté le maître et le fossoyeur, et l'affaire était en instance à la fin de l'année.

En juin, la police de Touba a arrêté Oumar Kanté, un maître coranique accusé d'avoir battu à mort un élève de 13 ans dans une banlieue de Dakar, les Parcelles Assainies, et d'avoir ensuite tenté d'enterrer le corps du garçon à Touba. À la fin de l'année, il était en détention dans l'attente de son procès.

Dans son rapport de juillet, Human Rights Watch a cité le cas d'un homme de Diourbel qui, en janvier, aurait attiré quatre talibés chez lui et les aurait violés, d'un talibé âgé de 9 ans battu à mort par son maître coranique en février dans la ville de Louga et d'un talibé âgé de 12 ans retrouvé enchaîné à un mur par la police de Saint-Louis en juin. Dans plusieurs affaires, les autorités ont remis en liberté les maîtres coraniques et renoncé à toute inculpation. La plupart des faits signalés se sont produits à Dakar et Saint-Louis ou dans les environs.

Fin juin, le président a annoncé une campagne visant à retirer les enfants des rues,

y compris ceux qui sont contraints de mendier par leurs maîtres coraniques. Human Rights Watch et la Plateforme pour la promotion et la protection des droits de l'homme, une coalition de 40 organisations de défense des droits de l'enfant, ont qualifié cette campagne « d'étape importante dans la réforme d'un système d'exploitation profondément enraciné ». Ces organisations ont exhorté les autorités à maintenir l'élan acquis en ouvrant des enquêtes et en engageant des poursuites judiciaires à l'encontre des maîtres coraniques et d'autres personnes qui commettaient de graves violations des droits de l'enfant.

Mariage forcé et mariage précoce : La loi accorde aux femmes le droit de choisir qui elles souhaitent épouser et à quel moment de leur vie, mais les pratiques traditionnelles ont limité ce choix. La loi interdit le mariage des filles de moins de 16 ans, mais elle n'a pas été mise en application dans la plupart des communautés dans lesquelles les mariages étaient arrangés. Un juge peut accorder une dispense spéciale dans certaines conditions aux personnes qui n'ont pas atteint l'âge du consentement. D'après le FNUAP qui se fondait sur des études réalisées entre 2000 et 2011, 33 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant l'âge de 18 ans.

D'après des associations de défense des droits des femmes et des responsables du ministère de la Femme, de la Famille, et de l'Enfance, le mariage des enfants était un problème important, notamment dans certaines des zones plus rurales du sud, de l'est et du nord-est du pays. Le ministère a mené des campagnes éducatives pour y remédier.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Voir les informations sur les filles de moins de 18 ans dans la section sur la condition féminine ci-dessus.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi prévoit des peines de 5 à 10 ans de prison pour les abuseurs d'enfants. La peine maximum s'applique si l'auteur de l'infraction est un membre de la famille. Tout outrage à la pudeur sur un enfant est punissable de deux à cinq années de prison, la peine pouvant aller jusqu'à dix ans de prison dans certains cas plus graves. Les actes de proxénétisme sur mineurs sont punissables de deux à cinq ans de prison et d'une amende allant de 300 000 à quatre millions de francs CFA (de 500 à 6 800 dollars). La peine maximum s'applique quand la victime a moins de 13 ans. Les lois n'étaient pas appliquées de manière efficace.

L'âge minimum pour les rapports sexuels consensuels est de 18 ans. En raison des pressions sociales et du sentiment de honte, l'inceste est demeuré un sujet tabou et,

souvent, n'a pas été signalé et est resté impuni.

La pornographie est interdite et la pornographie faisant intervenir des enfants de moins de 16 ans est considérée comme un acte de pédophilie et est punissable d'une peine pouvant aller jusqu'à deux ans de prison et d'amendes allant jusqu'à 300 000 francs CFA (500 dollars).

L'exploitation des femmes et des filles dans le cadre de la prostitution était un problème, en particulier dans la région des mines d'or de Kédougou, dans le sud-est du pays. Bien qu'aucun cas de tourisme sexuel faisant intervenir des enfants n'ait été signalé pendant l'année, le pays était considéré comme une destination pour ce type de tourisme.

Infanticide ou infanticide d'enfants handicapés : L'infanticide, dû en général à la pauvreté ou au sentiment de honte, est demeuré un problème. Des domestiques et des femmes originaires d'un milieu rural travaillant dans les villes ont parfois tué leurs nouveau-nés si elles ne pouvaient pas s'en occuper. D'autres femmes, mariées à des hommes qui travaillaient à l'étranger, ont tué leurs nouveau-nés par honte. Selon la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, des infanticides ont également été commis lorsqu'une femme tombait enceinte d'un homme appartenant à une caste professionnelle interdite. Dans certains cas, les familles des femmes les poussaient à tuer leur bébé en leur faisant honte. Si la police découvrait l'identité de la mère, elle pouvait être arrêtée et traduite en justice.

Enfants déplacés : De nombreux enfants qui avaient été déplacés par le conflit en Casamance vivaient chez des membres de leur famille éloignée ou des voisins, dans des centres d'accueil pour enfants ou dans les rues. Selon des ONG situées en Casamance, les enfants déplacés souffraient des effets psychologiques du conflit, de malnutrition et d'un mauvais état de santé.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Sénégal n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du Département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants)* à l'adresse suivante : travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html.

Antisémitisme

Une centaine de Juifs résidait au Sénégal, et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du Département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes atteintes de handicaps physiques, sensoriels, intellectuels et mentaux, dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, des transports aériens et autres, de l'accès aux soins de santé et au système judiciaire ou de l'obtention d'autres services publics. Le gouvernement n'a toutefois pas fait respecter ces dispositions de manière adéquate. La loi stipule également que l'accessibilité doit être assurée pour les personnes handicapées, mais le gouvernement ne l'a pas fait respecter de manière efficace.

Le gouvernement a accordé des bourses aux personnes handicapées, géré des centres régionaux pour que celles-ci puissent bénéficier d'une formation professionnelle, et leur a fourni des fonds pour créer des entreprises. Faute de formation spécialisée des enseignants et d'établissements accessibles aux enfants handicapés, les autorités n'ont inscrit que 40 % de ces enfants à l'école primaire. Selon des données empiriques, les enfants handicapés qui n'allaient pas à l'école restaient en général chez eux et dans certains cas pratiquaient la mendicité dans les rues. Il n'existait en général aucune aide pour les personnes présentant un handicap mental, qui étaient souvent maltraitées.

Les personnes handicapées ont eu des difficultés pour se rendre dans les bureaux de vote. Une loi de 2012 réserve 15 % des nouveaux postes de la fonction publique aux personnes handicapées.

Le ministère de la Santé et de l'Action sociale est chargé de protéger les droits des personnes handicapées.

Minorités nationales/raiales/ethniques

La coexistence entre groupes ethniques a en général été pacifique. En Casamance, les actes de violence ont continué d'être moins nombreux entre les Diola, le groupe ethnique le plus important de la région, et les Wolof, majoritaires dans le nord.

Des individus de castes inférieures ont continué à faire parfois l'objet de discrimination, et des intellectuels ou des hommes d'affaires de castes inférieures ont souvent tenté de dissimuler leurs origines.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

L'activité sexuelle consensuelle entre personnes du même sexe, que la loi définit comme un « acte contre nature », est une infraction pénale passible d'un à cinq ans de prison et d'amendes allant de 100 000 à 1,5 million de francs CFA (170 à 2 500 dollars) ; cette loi a cependant été rarement appliquée. Aucune loi n'interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre et il n'existe pas non plus de loi sur les crimes haineux qui puisse être invoquée pour poursuivre en justice les auteurs d'infractions motivées par des préjugés contre les personnes LGBTI.

Les personnes LGBTI doivent faire face à la discrimination généralisée, l'intolérance sociale et des actes de violence. Certaines d'entre elles ont été victimes de menaces fréquentes, d'agressions collectives, de vols, d'expulsions, de chantage et de viol. Des militants LGBTI ont également dénoncé la discrimination en matière d'accès aux services sociaux.

En mars, un étudiant de l'Université de Dakar a accusé un autre étudiant d'homosexualité et de lui avoir fait des propositions dans les douches. Un grand groupe d'étudiants a ensuite pourchassé l'étudiant accusé qui a couru jusqu'à une banque, puis un bureau des services de sécurité du campus pour y chercher refuge. La police est intervenue pour protéger l'étudiant de la foule, qui a ensuite saccagé la banque et le bureau de la sécurité et y a mis le feu.

De nombreuses victimes ont eu peur de signaler aux autorités les violations de leurs droits dont elles avaient été victimes et celles qui l'ont fait ont parfois été maltraitées par la police, subissant notamment des coups et des brimades. Dans quelques cas, la police a arbitrairement arrêté des personnes LGBTI, les a maltraitées en garde à vue et n'a pas suivi les procédures d'enquête réglementaires. Par exemple, bien que la loi prévoit l'arrestation de personnes surprises en train de commettre un « acte contre la nature », la police a parfois arrêté des individus simplement soupçonnés d'être homosexuels et les a placés en détention pendant de longues périodes.

En janvier, un juge d'appel a annulé la condamnation de sept hommes de

Guédiawaye qui avaient été emprisonnés pour « actes contre nature ». La police les avait arrêtés sans mandat en juillet 2015, et, en août 2015, un juge de première instance les avait condamnés à six mois de prison. Selon des sources qui étaient en contact avec Human Rights Watch, aucun agent de police ou témoin n'aurait témoigné contre les prévenus lors du procès et les documents fournis par la police ne comprenaient aucun des éléments fondamentaux prouvant une infraction, comme des détails sur les prétendus actes sexuels.

Des ONG locales ont travaillé activement sur les problèmes relatifs aux droits des LGBTI, mais en raison de la stigmatisation sociale et des lois contre l'homosexualité, elles sont restées extrêmement discrètes.

Les médias ont rarement signalé des actes de haine ou de violence à l'égard des LGBTI.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

La loi interdit toute forme de discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH-sida. Le gouvernement et des ONG ont mené des campagnes de sensibilisation afin de favoriser l'acceptation au sein de la société des personnes qui vivent avec le VIH ou le sida. Des défenseurs des droits de l'homme ont néanmoins indiqué que des individus séropositifs ou des personnes vivant avec le sida avaient été victimes de discrimination en raison de la croyance répandue selon laquelle la séropositivité était synonyme d'homosexualité. Des hommes séropositifs s'abstenaient parfois de prendre des antirétroviraux par crainte que leurs familles ne découvrent leur orientation sexuelle.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétale

Dans le village de Keur Ibra Niane, dans la région de Thiès, en juillet, un groupe de personnes a battu à mort un homme soupçonné d'avoir volé des bottes de foin. La police a ensuite arrêté cinq suspects et les a présentés à un juge, qui les a placés en garde à vue dans l'attente d'une enquête plus approfondie. À la fin de l'année l'affaire était encore en instance.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi autorise les travailleurs à créer des syndicats indépendants et à y adhérer, à

l'exception des membres des forces de sécurité, comme les policiers et les gendarmes, des douaniers et des juges. Les fonctionnaires ont également le droit de former des syndicats et d'y adhérer. Selon le code du travail, un syndicat ne peut pas exister légalement sans l'autorisation du ministère de l'Intérieur. Les syndicats n'ont aucun recours juridique si le ministre refuse de les reconnaître. Dans le cadre de la procédure de reconnaissance des syndicats, la loi confère au ministère le pouvoir de vérifier la moralité et l'aptitude des candidats aux postes de responsables syndicaux. La loi précise par ailleurs que les mineurs (aussi bien travailleurs qu'apprentis) ne peuvent pas s'organiser sans l'autorisation de leurs parents. Le procureur de la République peut mettre fin aux activités de syndicats et dissoudre ceux-ci par ordonnance administrative si les responsables syndicaux ne respectent pas les réglementations applicables concernant ce qu'un syndicat peut faire au nom de ses membres. La loi interdit la discrimination à l'encontre des syndicats. Elle autorise les syndicats à mener leurs activités sans ingérence et leur confère le droit d'engager des négociations collectives. Les étrangers ne peuvent occuper des fonctions syndicales qu'à condition de vivre au Sénégal depuis cinq ans au moins et seulement si leur pays accorde les mêmes droits aux citoyens sénégalais. On estime que des conventions collectives s'appliquaient à 44 % des travailleurs syndiqués. Les syndicats peuvent intenter des poursuites judiciaires contre tout individu ou entité qui enfreint les droits en matière de négociation collective des membres des syndicats, y compris par le licenciement.

La grève est autorisée par la loi, mais certaines réglementations limitent ce droit. La constitution restreint considérablement le droit de grève en stipulant que la grève ne doit pas porter atteinte à la liberté de travailler ou mettre en péril une entreprise. La loi précise que les lieux de travail ne peuvent pas être occupés pendant les grèves, que celles-ci soient pacifiques ou non, et que les grèves ne peuvent pas enfreindre la liberté des non-grévistes de travailler ou entraver le droit de la direction de pénétrer dans les locaux de l'entreprise : les piquets de grève, le ralentissement de l'activité, la grève du zèle et les grèves sur le tas sont donc interdits. Les syndicats représentant des fonctionnaires doivent avertir le gouvernement de leur intention de faire grève au moins un mois à l'avance, et les syndicats du secteur privé trois jours à l'avance. Le gouvernement n'a aucune obligation juridique de parlementer avec les groupes qui prévoient de faire grève, mais il a parfois dialogué avec eux. Le droit de grève a pour autre limite le fait que les autorités peuvent réquisitionner des travailleurs pour remplacer les grévistes dans tous les secteurs, qu'il s'agisse de secteurs fournissant des « services essentiels » ou non. Les pouvoirs publics ont appliqué dans les faits la législation concernant le droit de grève. Des amendes et/ou des peines de prison allant de trois mois à un an font partie des sanctions prévues en cas de non-respect de ces

dispositions. Elles sont suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Le code du travail ne s'applique pas au secteur informel et exclut donc la majorité de la main-d'œuvre, y compris les agriculteurs de subsistance, les domestiques et les employés de nombreuses entreprises familiales.

Les pouvoirs publics et les employeurs ont dans l'ensemble respecté la liberté d'association et le droit à la négociation collective. Les travailleurs ont exercé leur droit de créer des syndicats ou d'y adhérer, mais l'opposition aux syndicats est demeurée forte au sein du gouvernement. D'une manière très semblable au système syndical français, les syndicats s'organisent par secteur économique. Il n'a pas été signalé de discrimination antisyndicale au cours de l'année.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. Bien que la mendicité à des fins lucratives soit aussi interdite, une disposition du code pénal stipule que « le fait de solliciter l'aumône aux jours, dans les lieux et dans les conditions consacrés par les traditions religieuses » ne constitue pas un acte de mendicité. De nombreuses dispositions législatives prévoient des peines d'emprisonnement avec travaux forcés en cas de non-respect des lois, par exemple de participation à des grèves dans les « services essentiels », d'occupation du lieu de travail ou de ses environs immédiats lors de grèves, ou de manquement au règlement du travail considéré comme mettant en danger les navires ou la vie ou la santé des personnes à bord de ces navires.

Après que le président a annoncé une campagne de lutte contre la mendicité des enfants, les autorités ont commencé à retirer les enfants des rues. Au cours des trois premiers mois de la campagne, la police a recueilli 843 enfants qui mendiaient dans les rues et les a envoyés au Centre Ginddi, le seul foyer du pays administré par le gouvernement qui accueille les enfants maltraités ou livrés à eux-mêmes. Bon nombre de ces enfants ont ensuite été rendus à leur famille ou leur daara, à leur demande. La mendicité forcée n'a cependant quasiment pas diminué et aucune arrestation, poursuite judiciaire ou condamnation n'a eu lieu pour cette raison pendant l'année.

Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application des lois contre le travail forcé et ces pratiques ont continué, en particulier le travail forcé des enfants et la mendicité forcée des enfants dans certaines écoles coraniques (voir section 6). Certains enfants de ces daaras étaient soumis à des conditions de servitude, forcés de travailler tous les jours, en général en mendiant dans la rue, et devaient

rapporter une certaine somme d'argent (ou quelquefois une certaine quantité de sucre ou de riz) à leurs enseignants.

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du Département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La réglementation sur le travail des enfants fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi à 15 ans. La loi interdit de nombreuses formes de travail dangereux des enfants, mais comporte des exceptions. Dans le secteur agricole, par exemple, les enfants sont autorisés à travailler dans un cadre familial dès douze ans lorsque cela est nécessaire. La loi permet également aux garçons de moins de 16 ans de s'acquitter de travaux « légers » dans les galeries souterraines des mines et carrières. Du fait des dangers associés au travail dans les mines, les « travaux légers » ne protègent pas des risques.

Les inspecteurs du ministère du Travail sont chargés d'enquêter sur les cas de travail des enfants et d'intenter des poursuites judiciaires si besoin est. Les enquêteurs du ministère peuvent se rendre dans toute institution pendant les heures de travail afin d'y vérifier le respect du droit du travail et de faire des enquêtes à ce sujet. Ils peuvent se fonder sur des renseignements fournis par des syndicats ou des citoyens ordinaires.

Les lois interdisant le travail des enfants n'étaient en général pas appliquées. Le ministère du Travail a envoyé des enquêteurs pour observer les lieux de travail dans le secteur formel, mais ceux-ci n'avaient pas reçu de formation pour traiter les problèmes liés au travail des enfants. La cellule du ministère du Travail chargée de lutter contre le travail des enfants manquait cruellement de personnel et de fonds. Les inspecteurs ne disposaient pas des moyens nécessaires pour surveiller le secteur informel et aucun cas de travail des enfants n'a été mis en évidence dans le secteur formel. En raison essentiellement de l'insuffisance des moyens financiers de la cellule de lutte contre le travail des enfants et du ministère du Travail, aucun système spécifique n'existait pour signaler ce type d'infractions. Le ministère s'en remettait aux syndicats pour les signaler. Le gouvernement a organisé des séminaires avec des fonctionnaires locaux, des ONG et des membres de la société civile pour sensibiliser le public aux dangers du travail des enfants et de la mendicité forcée.

C'est dans les secteurs économiques informels où la réglementation du travail

n'était pas appliquée que l'on a relevé le plus de cas de travail des enfants. Les pressions économiques et le manque de possibilités en matière d'éducation ont souvent conduit les familles rurales à valoriser le travail de leurs enfants plutôt que leur scolarité. Le travail des enfants était particulièrement répandu dans les régions de Tambacounda, de Louga et de Fatick, où jusqu'à 90 % des enfants travaillaient. Le recours au travail des enfants était endémique dans de nombreux secteurs informels et familiaux, comme l'agriculture (culture du millet, du maïs et des arachides), la pêche, les petites exploitations aurifères, les garages, les décharges, les abattoirs, la production de sel, l'exploitation de carrières et les ateliers de travail des métaux et du bois. Le secteur informel important mais non réglementé de l'extraction minière artisanale employait des familles entières, y compris des enfants. Des enfants orpailleurs, dont la plupart avaient entre 10 et 14 ans, travaillaient environ huit heures par jour, sans formation et sans équipement de protection. Des enfants auraient aussi travaillé dans les exploitations agricoles familiales et comme gardiens de troupeaux. Les enfants étaient également employés comme domestiques, dans les ateliers de couture, aux éventaires de vente de fruits et légumes, et dans d'autres secteurs de l'économie informelle.

En 2008 (l'année la plus récente pour laquelle on dispose de ce type de données), une étude nationale sur le travail des enfants publiée par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie a évalué les activités économiques des enfants durant les 12 mois précédents. D'après cette étude, 37 % des enfants âgés de cinq à 17 ans travaillaient. La mendicité forcée des enfants envoyés vivre et étudier sous la supervision de maîtres coraniques (voir sections 6 et 7.b.) était l'une des formes les plus fréquentes de travail forcé des enfants. Veuillez également consulter les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du Département du Travail à l'adresse suivante : www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

Le droit du travail interdit la discrimination fondée sur l'origine nationale, la race, le sexe, le handicap et la religion en matière d'emploi et de profession ; les contrevenants sont officiellement passibles d'amendes allant de 250 000 francs CFA (426 dollars) à un million de francs CFA (1 700 dollars) et de peines de prison d'un mois à un an, mais ces dispositions n'ont pas été appliquées régulièrement. La loi n'interdit pas explicitement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application des dispositions antidiscriminatoires de la loi. Des actes de discrimination fondés sur le sexe se sont produits en matière d'emploi et de profession et ont constitué la forme la plus courante de discrimination. Les

hommes et les femmes ont les mêmes droits de poser leur candidature à un emploi. Les femmes représentaient 52 % de la population, mais accomplissaient 90 % des travaux ménagers et 85 % des travaux agricoles. La loi exige le paiement d'un salaire égal pour un travail égal, mais les femmes ont été victimes de discrimination en matière d'emploi et dans la gestion d'entreprises (voir section 6).

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire horaire minimum national était de 209 francs CFA (0,36 dollar), mais de 183 francs CFA (0,31 dollar) pour les ouvriers agricoles. Le ministère du Travail est chargé de garantir le respect du salaire minimum. Les syndicats ont aussi joué un rôle de surveillance et ont contribué à l'application effective de la réglementation sur le salaire minimum dans le secteur formel. Les dispositions relatives au salaire minimum s'appliquent également aux travailleurs étrangers et migrants.

Pour la plupart des professions du secteur formel, la loi établit une semaine de travail normale de 40 à 48 heures, soit 2 080 heures par an, avec une période de repos d'au moins 24 heures par semaine, un mois de congés par an, l'adhésion à la sécurité sociale et aux plans de retraite mis en place par l'État, le respect des normes de sécurité et d'autres mesures. Les activités exécutées entre 22 heures et 5 heures du matin sont considérées comme du travail de nuit ; les travailleurs doivent percevoir une rémunération supplémentaire de 60 % pour toute heure de travail de nuit et de 100 % pour toute heure de travail de nuit effectuée les jours fériés. La loi n'interdit pas les heures supplémentaires excessives ou obligatoires dans le secteur formel.

La majoration des rémunérations pour les heures supplémentaires n'est requise que dans le secteur formel. Il existe des dispositions réglementaires concernant la sécurité et la santé au travail, dont le gouvernement fixe les normes. Les employés ou leurs représentants ont le droit de faire des propositions visant à assurer leur protection et leur sécurité. En cas de refus de l'employeur, ils peuvent s'adresser aux autorités administratives compétentes.

Le ministère du Travail est, par l'intermédiaire de l'Inspection du travail, chargé de l'application des normes relatives au travail dans le secteur formel ; les contrevenants sont officiellement passibles d'amendes allant de 250 000 francs CFA (420 dollars) à un million de francs CFA (1 700 dollars) et de peines de prison d'un mois à un an, mais ces dispositions n'ont pas été appliquées régulièrement. La réglementation portant sur la semaine de travail n'a pas été

systematiquement respectée. Les inspecteurs du travail devaient s'acquitter de leurs fonctions dans de mauvaises conditions et ne disposaient pas de moyens de transport adéquats pour mener avec efficacité leur mission. Leur nombre était insuffisant pour garantir le respect des dispositions. Les infractions aux règles applicables aux salaires, aux heures supplémentaires et aux normes de sécurité et de santé au travail ont été fréquentes. Le salaire minimum, qui concerne également le secteur informel, n'était pas respecté, surtout pour les domestiques. En raison du taux de chômage élevé et de la lenteur du système juridique, les travailleurs ont rarement exercé leur droit nominal de se retirer de situations qui présentaient un danger pour leur santé ou leur sécurité. D'après les statistiques du gouvernement, il y a eu 1 736 accidents du travail en 2015 (dont la plupart ont eu lieu à Dakar) ; ce nombre est probablement beaucoup plus élevé en réalité, car les chiffres officiels ne tiennent pas compte du nombre important d'accidents du travail dans le secteur informel.